A°. 1926.  N°. 62.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 19den November 1926, No. 894, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 11den September 1926 (Staatsblad No. 329), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 8 Juni 1925 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Siam gesloten verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart, alsmede van de daarbij behoorende protocollen en nota's (Staatsblad 1926, No. 254) en houdende bekendmaking van den dag van in werking treding van het verdrag en de protocollen.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 30 September 1926, 1ste Afdeeling No. 67/334, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 11den September 1926 (Staatsblad No. 329), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 8 Juni 1925 te 's-Gravenhage tusschen Nederland en Siam gesloten verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart, alsmede van de daarbij behoorende protocollen en nota's (Staatsblad 1926, No. 254) en waarbij bericht wordt, dat de bekrachtigingsoorkonden betreffende dit verdrag op 24 Augustus 1926 zijn uitgewisseld, zoodat ingevolge artikel XVIII het verdrag op dienzelfden datum in werking is getreden en ook de beide tegelijk met het verdrag onderteekende protocollen op genoemden datum van kracht zijn geworden.

Heeft goedgevonden te bepalen:

1o. dat voormeld Koninklijk besluit van 11 September 1926 (Staatsblad No. 329) nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden geplaatst.

2o. dat van het vorenstaande betreffende de in werking treding van verdrag en protocollen aanteekening zal worden gehouden.

De Gouverneur voornoemd,

BRANTJES.

Uitgegeven den 6n. December 1926.
De wnd. Gouvernements-Secretaris,
J. G. STATIUS MULLER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van den 30sten Juli 1926, *Staatsblad* nº. 254, houdende goedkeuring van het op 8 Juni 1925 te *'s-Gravenhage* tusschen *Nederland* en *Siam* gesloten verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart, met bijbehoorende protocollen en nota's, van welke stukken een afdruk en een vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 24 Augustus 1926 te *'s-Gravenhage* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 6 September 1926, Directie van het Protocol, nº. 26948;

Hebben goedgevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag, met bijbehoorende protocollen en nota's te doen bekendmaken door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 11den September 1926.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN KARNEBEEK.

Uitgegeven den *drie en twintigsten* September 1926.

De Minister van Justitie,

J. DONNER.

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi du Siam, animés d'un égal désir de développer les rapports d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établis entre les deux Etats, et convaincus que ce but ne saurait être mieux atteint que par la revision des Traités précédemment conclus entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Son Excellence Jonkheer H. A. van Karnebeek, Son Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Altesse Sérénissime le Prince Damras Damrong, Chargé d'Affaires du Siam à La Haye,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre les Pays-Bas et le Siam.

2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront pleine liberté de se rendre sur le territoire de l'autre Partie, d'y résider, d'y voyager et d'en sortir; de s'y livrer à l'agriculture, à la navigation, à l'industrie et au commerce de gros ou de détail; de s'y occuper d'oeuvres

religieuses, charitables et d'éducation, et d'y employer tous mandataires de leur choix, au moins sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

3. En tout ce qui concerne l'acquisition et la disposition de la propriété ou de la possession de biens meubles ou immeubles de toute espèce, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront traités, sur toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

4. Ils ne seront obligés, sous quelque prétexte que ce soit, d'y payer des impôts ou taxes intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux ou par les ressortissants de la nation la plus favorisée ne jouissant pas de l'exemption de la juridiction siamoise.

5. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre Partie, de la façon la plus constante, de la protection et de la sauvegarde de leurs personnes et de leurs biens. Ils y jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur.

6. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire personnel obligatoire, ainsi que de toute contribution, soit en argent, soit en nature, imposée aux lieu et place dudit service personnel. Ils n'y seront astreints, en temps de paix comme en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions imposées aux nationaux, dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers.

7. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'une complète liberté de conscience et, pourvu qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, ils auront le droit de s'y livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

Article II.

Les terrains et habitations, entrepôts, fabriques, magasins et autres bâtiments des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie, utilisés aux fins de résidence ou de commerce, ne pourront être soumis à des visites ou à des perquisitions, et les livres, papiers et comptes qui s'y trouveront ne pourront être soumis à des examens ou à des inspections, sauf dans les conditions et suivant les modalités prévues par les lois et règlements applicables aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée ne bénéficiant pas d'exemption de la juridiction siamoise.

Article III.

1. Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties Contractantes.

2. Les ressortissants des Hautes Parties Contractantes pourront, librement et en toute sûreté, se rendre avec leurs navires et leurs marchandises, dans tous les lieux, ports et rivières du territoire de l'autre Partie, qui sont ou seront ouverts à la navigation et au commerce étrangers, y séjourner et les quitter, pourvu toutefois qu'ils se conforment aux lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur. Cependant, les Hautes Parties Contractantes auront la faculté d'édicter, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée ou du traitement national, telle réglementation générale qu'il leur conviendra au sujet du commerce de certains articles et notamment au sujet du commerce des boissons spiritueuses, distillées ou fermentées, des liqueurs alcooliques et de l'alcool; au sujet de l'opium et de ses dérivés, de la cocaïne, de l'heroïne et autres narcotiques visés par la Convention Internationale de l'Opium, signée à La Haye le 23 janvier 1912, et au sujet du commerce des armes et munitions.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront libre accès aux Tribunaux de l'autre Partie soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, sur le même pied que les nationaux ou que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants et de les employer

pour la sauvegarde de leurs droits par devant lesdits tribunaux. En ce qui concerne les conditions dans lesquelles les ressortissants néerlandais pourront ester en justice au Siam, ces ressortissants jouiront du même traitement que les nationaux, et en tout cas d'un traitement qui sera au moins aussi favorable que celui dont jouiront les ressortissants de la nation la plus favorisée ne jouissant pas d'exemption de la juridiction siamoise.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie d'un traitement qui sera absolument égal à celui des nationaux ou à celui des ressortissants de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits d'importation, de transit et d'exportation, l'entreposage, les primes, les facilités douanières et la visite et l'évaluation des marchandises.

Article VI.

1. Les Pays-Bas reconnaissent, en principe, l'autonomie du Siam en matière douanière de même qu'en matière fiscale.

2. Le Gouvernement Royal de Siam, en conséquence, pourra librement établir les droits de douane à l'importation et à l'exportation, les drawbacks, les taxes d'entrepôt et toutes les taxes similaires qui lui conviendront; il aura donc le droit d'élever les tarifs fixés, par les accords jusqu'ici en vigueur. Il ne pourra, toutefois, user effectivement de cette liberté tarifaire à l'endroit des Pays-Bas que lorsque toutes les autres Puissances qui sont fondées à se réclamer du régime existant en vertu des accords antérieurs auront consenti à la même concession, sans exiger, en retour, des avantages ou privilèges particuliers.

Article VII.

En tout ce qui concerne l'entrée et la sortie, le dédouanement, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires marchands dans les ports, bassins, docks, rades, hâvres ou rivières de chacune des Hautes Parties Contractantes, aucun privilège ne sera accordé aux navires marchands d'une tierce Puissance qui ne soit également accordé dans la même mesure aux navires marchands de l'autre Partie, l'intention des Hautes Parties Contractantes étant qu'en ces matières les navires marchands de chacune d'Elles reçoivent

au moins le traitement accordé aux navires marchands nationaux ou aux navires marchands de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au cabotage sur les côtes des deux Hautes Parties Contractantes, ledit cabotage demeurant exclusivement soumis à leurs lois et règlements respectifs.

Article IX.

1. Si un navire marchand appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes s'est échoué ou a fait naufrage dans les eaux ou dans un port de l'autre Partie, le navire, ses passagers et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que celles que les lois et règlements de cette autre Partie accordent ou accorderont dans des circonstances analogues aux navires marchands nationaux ou aux navires marchands de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire, les passagers, leurs effets et ceux de l'équipage, et la cargaison.

2. Les marchandises sauvées d'un navire marchand échoué ou naufragé appartenant à l'une des Hautes Parties Contractantes ne seront assujetties à aucun droit de douane sur le territoire de l'autre Partie, à moins qu'elles n'y soient livrées à la consommation intérieure.

Article X.

1. Les navires marchands battant pavillon néerlandais ou siamois, ayant à bord les documents requis par leur législation nationale aux fins d'établissement de leur nationalité, seront considérés, au Siam et dans les Pays-Bas, comme navires néerlandais et siamois.

2. Les certificats de jaugeage délivrés aux bâtiments de chacun des deux Pays suivant la méthode Moorsom seront respectivement reconnus, sous des modalités qui seront précisées ultérieurement, après échange des règlements applicables en la matière.

Article XI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en se con-

formant aux formalités prévues par la loi, de la même protection que celle dont bénéficient ou bénéficieront en la matière les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique et de commerce, les noms commerciaux, les dessins et modèles, et les droits d'auteur.

Article XII.

1. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra nommer des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires consulaires pour résider dans les villes et ports du territoire de l'autre Partie où les fonctionnaires de même ordre d'autres Puissances sont ou seront autorisés à résider.

2. Toutefois lesdits fonctionnaires consulaires ne commenceront pas à remplir leurs fonctions avant que leur nomination ait été approuvée et agréée par le Gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

3. Ils auront le droit d'exercer tous les pouvoirs et de jouir de tous les honneurs, exemptions et immunités de toute espèce qui sont ou seront accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

1. En cas de décès d'un ressortissant néerlandais au Siam ou d'un ressortissant siamois aux Pays-Bas, sans que l'on sache s'il existe, dans le pays où il est décédé, des héritiers ou des exécuteurs-testamentaires par lui institués, les autorités locales compétentes en donneront avis sans délai au plus proche des fonctionnaires consulaires de la nation à laquelle appartenait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être portés immédiatement à la connaissance des intéressés.

2. Dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes mourrait intestat sur le territoire de l'autre Partie, le consul-général, consul, vice-consul ou autre fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle appartenait le défunt, prendra dans la mesure où le permettra la législation de chaque Pays et en attendant que soit nommé un administrateur et que ce dernier soit en état d'exercer ses fonctions, possession des effets personnels du défunt pour le compte de ses héritiers légitimes et de ses créanciers.

Article XIV.

1. À l'exception du quatrième alinéa de l'article Ier, les dispositions du présent traité concernant les ressortissants seront également applicables aux sociétés, corporations et autres associations légales dans les limites de leur capacité juridique.

2. Ces sociétés, corporations et autres associations légales ne seront pas astreintes, sous quelque prétexte que ce soit, à payer des impôts ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront payés par les sociétés, corporations et autres associations légales de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Les dispositions du présent traité s'appliquent au territoire néerlandais en Europe, comme aussi, à l'exception des articles XII et XIII, aux Indes Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

Article XVI.

Tout différend concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent traité qui n'aura pu être réglé entre les Hautes Parties Contractantes, sera soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, laquelle aura compétence pour statuer sur le différend à la requête des deux Parties ou de l'une d'Elles.

Article XVII.

À partir du jour de l'échange des ratifications de ce traité, ce dernier sera substitué au traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Bangkok le 17 décembre 1860, aux articles additionnels au traité du 17 décembre 1860, relatifs à l'importation et à la vente des boissons alcooliques au Siam, signés à La Haye le 10 novembre 1883, à l'Arrangement concernant l'immatriculation des ressortissants néerlandais au Siam signé à Bangkok le Ier mai 1901, et à tous les arrangements et accords complémentaires conclus ou existant entre les Hautes Parties Contractantes, lesquels traités, conventions, arrangements et accords cesseront d'être en vigueur à partir du même jour. Il est toutefois entendu que la convention concernant l'admission des agents consulaires du Siam dans les principaux ports des territoires des Pays-Bas hors d'Europe, signée le Ier avril 1867, n'est pas abrogée par le présent traité et restera en vigueur

aussi longtemps qu'elle ne sera pas abrogée conformément aux dispositions y contenues.

Article XVIII.

1. Le présent traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pour une durée de dix ans à partir de cette date.

2. Au cas où, douze mois avant l'expiration dudit délai de dix ans, aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin audit traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une des Hautes Parties Contractantes l'aura dénoncé.

3. Toutefois, il est bien entendu qu'une telle dénonciation n'aura pas pour effet la remise en vigueur d'aucun des traités, conventions, arrangements et accords, mentionnés à l'article XVII ci-dessus.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, soit à La Haye, soit à Bangkok, dès que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante huit de l'ère bouddhique.

(*L. S.*) v. KARNEBEEK. (*L. S.*) DAMRAS DAMRONG.

PROTOCOLE

Il est entendu que partout où, dans le traité entre les Pays-Bas et le Siam, signé à La Haye, le 8 juin 1925 de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante huit de l'ère bouddhique, il est prévu que l'une des Hautes Parties Contractantes accordera à l'autre le même traitement qu'aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée, le plus favorable de ces deux traitements sera accordé.

De plus, il est entendu que les droits ou privilèges accordés par l'une des Hautes Parties Contractantes à une tierce Puissance dans des conventions concernant le droit international privé et notamment dans les conventions de La Haye portant sur cette matière, comptent parmi les droits et privilèges, dérivant de conventions plurilatérales d'ordre général, auxquels, en raison de leur nature, ne sont pas applicables les stipulations prévoyant la concession du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée.

Finalement, il est entendu que les dispositions dudit traité ne peuvent ni affecter, ni modifier, ni remplacer les lois et règlements des Hautes Parties contractantes qui sont ou seront en vigueur en matière d'immigration, de police et de sécurité publique.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante dudit traité.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante huit de l'ère bouddhique.

(*L. S.*) v. Karnebeek. (*L. S.*) Damras Damrong.

PROTOCOLE CONCERNANT LA JURIDICTION APPLICABLE AUX RESSORTISSANTS (SUJETS ET PROTÉGÉS) NÉERLANDAIS DANS LE ROYAUME DU SIAM.

Au moment de procéder ce jourd'hui à la signature du nouveau traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre les Pays-Bas et le Siam, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes sont convenus de ce qui suit:

Article I.

Le système de juridiction précédemment établi au Siam pour les ressortissants néerlandais, ainsi que les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent actuellement les ressortissants néerlandais au Siam comme faisant partie dudit système ou comme s'y rattachant, seront considérés comme abrogés et abolis à partir de la date de l'échange des ratifications du traité susmentionné. Après cette date, tous les ressortissants et protégés néerlandais, ainsi que les sociétés, corporations et autres associations néerlandaises au Siam, seront justiciables des tribunaux siamois.

Article II.

1. Jusqu'à la date où les codes siamois — à savoir le code civil et commercial, le code pénal, les codes de procédure, la loi d'organisation judiciaire — seront tous promulgués et entrés en vigueur, et pendant une période de cinq années à compter de ladite date, les agents diplomatiques ou consulaires des Pays-Bas au Siam pourront, dans toute affaire pendante devant un tribunal siamois quelconque (à l'exception, toutefois, de la Cour Suprême ou „San Dika") dans laquelle le défendeur ou le prévenu serait un ressortissant ou un protégé néerlandais ou une société, corporation ou autre association néerlandaise, évoquer cette affaire, en tout état de procédure, s'ils le jugent opportun dans l'intérêt de la justice, moyennant une réquisition écrite adressée au Tribunal devant lequel l'affaire est pendante.

2. Toute affaire, évoquée comme il est dit ci-dessus, sera transférée à la justice consulaire ou à tout autre organe compétent néerlandais aux fins de décision, et la juridiction des tribunaux siamois dans cette affaire prendra alors fin. L'affaire sera jugée conformément à la législation neérlandaise; toutefois, la législation siamoise demeurera applicable dans le cas et dans la mesure où la matière du procès (à moins qu'il ne s'agisse d'un fait punissable tombant sous le coup du code pénal néerlandais) aurait fait l'objet de dispositions contenues dans les codes, lois ou règlements siamois régulièrement promulgués, mis en vigueur et dûment communiqués à la Légation des Pays-Bas à Bangkok.

3. La juridiction des agents consulaires néerlandais au Siam est maintenue pour ce qui concerne les affaires évoquées comme il est dit ci-dessus et pour l'exécution de tout jugement rendu dans ces affaires.

Article III.

1. En cas de recours en appel, exercé par un ressortissant néerlandais ou par une société, corporation ou autre association néerlandaise contre un jugement d'un tribunal de première instance, l'appel sera porté devant la Cour d'appel de Bangkok.

2. Un recours de cassation sera ouvert contre les arrêts de la Cour d'appel de Bangkok. Ce recours pourra être exercé pour incompétence, pour abus de pouvoir, et, d'une façon générale, pour toutes violations de la loi. Il sera jugé par la Cour Suprême siamoise ou ,,San Dika''.

3. Tout ressortissant ou protégé néerlandais, ou toute société, corporation ou autre association néerlandaise, figurant comme défendeur ou prévenu dans un procès engagé en province, pourra toujours demander le dessaisissement du tribunal devant lequel il est assigné. Si cette requête est admise par ledit tribunal, l'affaire sera jugée, soit à Bangkok, soit sur place par les juges mêmes composant le tribunal qui aurait été compétent à Bangkok.

Article IV.

1. En vue de faciliter l'application du présent protocole, seront observées les clauses transitoires suivantes:

(a) Lorsque dans une affaire l'instance n'aura pas été ouverte avant la date de l'échange des ratifications du traité

susmentionné, elle sera portée devant les tribunaux siamois, même si les faits motivant l'instance se sont produits avant ladite date.

(*b*) Toute affaire pendante à cette date devant la justice consulaire néerlandaise au Siam demeurera de la compétence exclusive de cette dernière, qui en connaîtra jusqu'à la fin de la procédure et de l'exécution des décisions rendues. La juridiction des agents consulaires néerlandais au Siam est maintenue pour les affaires de cette catégorie.

2. Les autorités siamoises prêteront leur concours en ce qui concerne toutes les affaires qui seront portées devant la justice consulaire néerlandaise en vertu de la clause (*b*) du présent article, ou qui seraient évoquées par les agents diplomatiques ou consulaires néerlandais au Siam en vertu de l'article II du présent protocole. Ce concours sera prêté à la demande desdits agents, et aura trait à tout ce qui concerne ces affaires.

Article V.

Jusqu'à la date où les codes siamois ci-dessus énumérés seront tous en vigueur, le Gouvernement siamois continuera à communiquer à la Légation des Pays-Bas au Siam tous textes législatifs et réglementaires nouvellement promulgués, et il s'efforcera de tenir compte des observations que la dite Légation lui aura soumises dans un délai raisonnable au sujet de ces textes.

Article VI.

Les expressions „Pays-Bas" et „néerlandais" se réfèrent dans le présent protocole tant au territoire néerlandais en Europe qu'aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, en français, à La Haye, le 8 juin de l'an mil neuf cent vingt cinq de l'ère chrétienne, correspondant au 8e jour du troisième mois de l'an deux mille quatre cent soixante huit de l'ère bouddhique.

(*L. S.*) v. Karnebeek. (*L. S.*) Damras Damrong.

Ministère des Affaires Étrangères
Direction Juridique

La Haye, le 8 juin 1925.

Prince,

À l'occasion de la signature ce jourd'hui du traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de la Reine comprend ledit traité dans ce sens, auquel il donne son adhésion, qu'aucune de ses clauses dans lesquelles le traitement de la nation la plus favorisée est accordé aux Pays-Bas ne sera interprétée comme accordant aux Pays-Bas des droits, pouvoirs, privilèges ou immunités découlant de l'existence de droits d'exemption en matière douanière, fiscale ou juridictionnelle que possèderaient d'autres Etats, et qui ne seraient pas expressément conférés par ledit traité ou par les deux protocoles signé ce même jour.

Le Gouvernement de la Reine constate en outre qu'il est bien entendu que, pour ce qui concerne le droit d'évocation stipulé dans le protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants néerlandais dans le Royaume du Siam, les Pays-Bas pourront se prévaloir des mêmes avantages ou privilèges accordés ou à accorder dans les dix années à partir de la mise en vigueur du traité susvisé, à des Puissances tierces dont les ressortissants ne jouissent pas de l'exemption générale de la juridiction siamoise.

Je Vous serais reconnaissant de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement Royal du Siam est d'accord avec cette constatation.

Veuillez agréer, Prince, l'assurance renouvelée de ma considération très distinguée.

v. Karnebeek.

Monsieur le Prince Damras, *chargé d'affaires du Siam.*

LÉGATION ROYALE DE SIAM,
LA HAYE

Le 8 juin 1925.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, et par laquelle Elle m'a déclaré que le Gouvernement de la Reine comprend le traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Siam signé aujourd'hui, dans ce sens, auquel il donne son adhésion, qu'aucune de ses clauses dans lesquelles le traitement de la nation la plus favorisée est accordé aux Pays-Bas ne sera interprétée comme accordant aux Pays-Bas des droits, pouvoirs, privilèges ou immunités découlant de l'existence de droits d'exemption en matière douanière, fiscale ou juridictionnelle que possèderaient d'autres Etats, et qui ne seraient pas expressément conférés par ledit traité ou par les deux protocoles signés ce même jour. Le Gouvernement Royal de Siam prend acte de cette déclaration.

Votre Excellence m'a déclaré en outre que le Gouvernement de la Reine constate qu'il est bien entendu que, pour ce qui concerne le droit d'évocation stipulé dans le protocole concernant la juridiction applicable aux ressortissants néerlandais dans le Royaume de Siam, les Pays-Bas pourront se prévaloir des mêmes avantages ou privilèges accordés ou à accorder dans les dix années à partir de la mise en vigueur du traité susvisé, à des Puissances tierces dont les ressortissants ne jouissent pas d'exemption générale de la juridiction siamoise.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement Royal de Siam, est d'accord avec cette constatation.

Je saisis cette occasion pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

DAMRAS DAMRONG.

Son Excellence

Le Jonkheer Dr. H. A. VAN KARNEBEEK,
Ministre des Affaires Étrangères,
La Haye.

VERDRAG VAN VRIENDSCHAP, HANDEL EN SCHEEPVAART TUSSCHEN NEDERLAND EN SIAM.

H. M. de Koningin der Nederlanden en Z. M. de Koning van Siam, bezield met een gelijk verlangen om de vriendschapsbanden en goede verstandhouding, die reeds gelukkigerwijze tusschen beide Staten bestaan, verder te ontwikkelen, en overtuigd, dat dit doel niet beter bereikt zou kunnen worden dan door de herziening der verdragen, die vroeger tusschen beide landen gesloten zijn, hebben besloten tot deze herziening over te gaan in een geest van billijkheid en tot wederzijdsch voordeel van de beide partijen, en daartoe tot hunne gevolmachtigden benoemd:

H. M. de Koningin der Nederlanden:

Z. Exc. Jonkheer H. A. van Karnebeek, Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken,

Z. M. de Koning van Siam:

Zijne Doorluchtige Hoogheid Prins Damras Damrong, Zaakgelastigde van Siam te 's Gravenhage,

die, na elkander mededeeling te hebben gedaan van hunne wederzijdsche volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel I.

1. Er zal bestendige vrede en altijddurende vriendschap bestaan tusschen Nederland en Siam.

2. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen volle vrijheid hebben zich te begeven op het gebied van de andere Partij, daar te verblijven, te reizen en het te verlaten; den landbouw, de scheepvaart, de nijverheid te beoefenen, en er handel te drijven, zoowel in het groot als in het

klein; er werkzaam te zijn op godsdienstig gebied en op het gebied van de weldadigheid en van het onderwijs, en er gebruik te maken van elken lasthebber hunner keuze, ten minste op den voet van eigen onderdanen of van dien van onderdanen der meest begunstigde natie, mits zij zich echter gedragen naar de wetten en verordeningen die er van kracht zijn of zullen zijn.

3. In alles wat betreft de verkrijging van- en de beschikking over den eigendom of het bezit van roerende of onroerende goederen van elken aard, zullen de onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen, over de geheele uitgestrektheid van het grondgebied van de andere Partij, in alle opzichten behandeld worden op denzelfden voet als onderdanen van de meest begunstigde natie, mits zij zich echter gedragen naar de wetten en verordeningen, die er van kracht zijn of zullen zijn.

4. Zij zullen niet verplicht worden, er, onder welk voorwendsel ook, binnenlandsche belastingen of heffingen te voldoen, die anders of hooger zijn, dan die, welke betaald worden, of zullen betaald worden door eigen onderdanen of door onderdanen van de meest begunstigde natie, die niet in het genot is van ontheffing van de Siameesche rechtsmacht.

5. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied van de andere Partij, op de meest duurzame wijze, verzekerd zijn van de bescherming en eerbiediging hunner persoon en goederen. Zij zullen er, te dien aanzien, dezelfde rechten en voorrechten genieten als die, welke zijn of mochten worden toegekend aan eigen onderdanen of aan onderdanen van de meest begunstigde natie, mits zij zich echter gedragen naar de wetten en verordeningen die er van kracht zijn of zullen zijn.

6. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied van de andere Partij, vrijgesteld zijn van iederen verplichten persoonlijken militairen dienst, evenals van iedere bijdrage, hetzij in geld, hetzij in natura, opgelegd in plaats van genoemden persoonlijken dienst. Zij zullen er, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, slechts gedwongen worden tot die verrichtingen en vorderingen, welke aan eigen onderdanen worden opgelegd, en wel in dezelfde mate en volgens dezelfde beginselen als deze laatsten.

7. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied van de andere Partij, eene volkomen gewetensvrijheid genieten en het recht hebben, mits

zij zich gedragen naar de wetten en verordeningen die er van kracht zijn of zullen zijn, er in eigen kring of in het openbaar hunnen godsdienst uit te oefenen.

Artikel II.

De terreinen en woningen, opslagplaatsen, werkplaatsen, magazijnen en andere gebouwen der onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Partij, die gebezigd worden als woonplaats of voor den handel, zullen niet aan onderzoek of doorzoekingen kunnen worden onderworpen, en de boeken, papieren en rekeningen, die er zich zullen bevinden, zullen niet onderzocht of nagezien kunnen worden, behalve in de omstandigheden en op de wijze voorzien bij de wetten en verordeningen, die toepasselijk zijn op eigen onderdanen of op onderdanen van de meest begunstigde natie, die niet in het genot is van ontheffing van de Siameesche rechtsmacht.

Artikel III.

1. Er zal, van beide kanten, volle en algeheele vrijheid van handel en scheepvaart zijn tusschen de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen.

2. De onderdanen der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen zich, vrijelijk en volkomen veilig, met hunne schepen en koopwaren, kunnen begeven naar alle plaatsen, havens en rivieren van het grondgebied van de andere Partij, welke openstaan of zullen openstaan voor de buitenlandsche scheepvaart en handel, er kunnen verblijven en er vandaan kunnen vertrekken, mits zij zich echter gedragen naar de wetten en verordeningen die er van kracht zijn of zullen zijn. Evenwel zullen de Hooge Verdragsluitende Partijen de bevoegdheid hebben om, op den grondslag van de behandeling der meest begunstigde natie of van eigen onderdanen, zoodanige algemeene voorschriften uit te vaardigen, die haar goed zullen dunken, ten aanzien van den handel in bepaalde artikelen en met name op het stuk van den handel in geestrijke, gedistilleerde of gegiste dranken, in alcoholhoudende dranken en alcohol; op het stuk van opium en zijn derivaten, van cocaïne, heroïne en andere verdoovende middelen, als bedoeld in de Internationale Opium Conventie, op 23 Januari 1912 te 's-Gravenhage geteekend, en op het stuk van den handel in wapenen en munitie.

Artikel IV.

1. De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen vrijelijk toegang hebben tot de rechtbanken van de andere Partij, hetzij als eischers, hetzij als verweerders. Zij zullen, op denzelfden voet als eigen onderdanen of onderdanen van de meest begunstigde natie, de bevoegdheid hebben procureurs, advocaten of vertegenwoordigers te kiezen, en van dezer diensten gebruik te maken voor de bescherming hunner rechten voor bedoelde rechtbanken.

2. Wat de omstandigheden betreft, waaronder Nederlandsche onderdanen in Siam in rechten zullen kunnen optreden, deze onderdanen zullen dezelfde behandeling genieten als eigen onderdanen van Siam, en in ieder geval eene behandeling, die ten minste even gunstig zal zijn, als die welke onderdanen van de meest begunstigde natie, die niet in het genot is van ontheffing van de Siameesche rechtsmacht, zullen genieten.

Artikel V.

De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij eene behandeling genieten, die geheel gelijk zal zijn aan de behandeling van eigen onderdanen of aan die van onderdanen der meest begunstigde natie voor alles wat betreft de invoer-, doorvoer- en uitvoerrechten, den opslag, premiën, douane-faciliteiten, en onderzoek en schatting der koopwaren.

Artikel VI.

Nederland erkent in beginsel het zelfbeschikkingsrecht van Siam in douane- en fiscale aangelegenheden. De Koninklijke Siameesche Regeering zal derhalve vrijelijk de douanerechten voor in- en uitvoer, drawbacks, opslagrechten en al dergelijke rechten kunnen vaststellen, die haar zullen goeddunken; zij zal derhalve het recht hebben de tarieven te verhoogen die vastgesteld waren in de tot nu toe geldende overeenkomsten. Zij zal evenwel ten opzichte van Nederland van deze vrijheid op tariefgebied geen daadwerkelijk gebruik kunnen maken, dan wanneer alle andere Mogendheden, die gerechtigd zijn op grond van vroegere overeenkomsten een beroep te doen op de bestaande regeling, in dezelfde tegemoetkoming zullen hebben toegestemd zonder daarvoor bijzondere voordeelen of voorrechten te bedingen.

Artikel VII.

In alles wat betreft het binnenloopen en uitvaren, het uitklaren, het ligplaats hebben, het laden en lossen van koopvaardijschepen in de havens, havenbekkens, dokken, reeden, ankerplaatsen of rivieren van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen, zal geen enkel voorrecht worden toegekend aan koopvaardijschepen van een derde Mogendheid, dat niet eveneens in gelijke mate zal worden toegekend aan de koopvaardijschepen van de andere Partij, aangezien het de bedoeling van de Hooge Verdragsluitende Partijen is, dat in die opzichten de koopvaardijschepen van elk harer ten minste de behandeling zullen ondervinden van nationale koopvaardijschepen of van koopvaardijschepen der meest begunstigde natie.

Artikel VIII.

De bepalingen van dit verdrag zijn niet toepasselijk op de kustvaart, uitgeoefend langs de kusten van de beide Hooge Verdragsluitende Partijen, welke kustvaart uitsluitend onderworpen blijft aan hare wederzijdsche wetten en verordeningen.

Artikel IX.

1. Wanneer een koopvaardijschip van een der Hooge Verdragsluitende Partijen gestrand is of schipbreuk heeft geleden in de wateren of in een haven van de andere Partij, zullen het schip, zijn passagiers en zijne lading dezelfde voorrechten en vrijdommen genieten, die de wetten en verordeningen van de andere Partij in dergelijke omstandigheden toekennen of zullen toekennen aan nationale koopvaardijschepen of aan koopvaardijschepen van de meest begunstigde natie. Aan den kapitein en aan de bemanning zullen hulp en bijstand worden verleend, in dezelfde mate als aan eigen onderdanen of aan onderdanen van de meest begunstigde natie, zoowel ten opzichte van henzelf, als ten opzichte van het schip, de passagiers, hunne bezittingen en die van de bemanning, en van de lading.

2. De koopmansgoederen van een koopvaardijschip van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, dat gestrand is of schipbreuk heeft geleden, zullen op het grondgebied van de andere Partij aan geen enkel douanerecht zijn onderworpen, tenzij zij er voor binnenlandsch gebruik in het verkeer worden gebracht.

Artikel X.

1. De koopvaardijschepen die de Nederlandsche of Siameesche vlag voeren en de door hun nationale wet vereischte be-

scheiden aan boord hebben om hunne nationaliteit vast te stellen, zullen in Siam en in Nederland, respectievelijk als Nederlandsche en Siameesche schepen worden beschouwd.

2. De meetbrieven die aan de schepen van elk der beide landen zijn uitgereikt volgens het systeem Moorsom, zullen wederzijds worden erkend, onder de voorwaarden die later nader zullen worden omschreven, nadat de verordeningen die ter zake toepasselijk zijn, zullen zijn uitgewisseld.

Artikel XI.

De onderdanen van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied van de andere Partij, wanneer zij zich naar de voorschriften, die door de wet gesteld worden, gedragen, dezelfde bescherming genieten, als eigen onderdanen of onderdanen van de meest begunstigde natie genieten of zullen genieten voor wat betreft octrooien, handels- en fabrieksmerken, handelsnamen, teekeningen en modellen en het auteursrecht.

Artikel XII.

1. Elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en andere consulaire ambtenaren kunnen benoemen om te verblijven in de steden en havens van het gebied van de andere Partij, waar ambtenaren van denzelfden rang van andere Mogendheden worden of zullen worden toegelaten.

2. Evenwel zullen die consulaire ambtenaren hunne werkzaamheden niet aanvangen voor dat hunne benoeming zal zijn goedgekeurd en aangenomen door de Regeering van het land waarheen zij zijn gezonden.

3. Zij zullen het recht hebben alle bevoegdheden uit te cefenen en te genieten van alle eerbewijzen, vrijstellingen en vrijdommen van welken aard ook, die zijn of zullen worden toegekend aan consulaire ambtenaren van de meest begunstigde natie.

Artikel XIII.

1. In geval van overlijden van een Nederlandsch onderdaan in Siam of van een Siameesch onderdaan in Nederland, zonder dat het bekend is of er in het land waar hij is overleden erfgenamen of uitvoerders van zijn uitersten wil bestaan, welke door hem zijn aangewezen, zullen de plaatselijke bevoegde overheden daarvan zonder uitstel kennis geven aan den naastbijzijnden

consulairen ambtenaar van het land waartoe te overledene behoorde, opdat de noodige inlichtingen onmiddellijk ter kennis van belanghebbenden zullen kunnen worden gebracht.

2. Ingeval een onderdaan van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, zonder testament gemaakt te hebben, mocht overlijden op het grondgebied van de andere Partij, zal de Consul-Generaal, de Consul, de Vice-Consul of andere consulaire ambtenaar van het land waartoe de overledene behoorde, voor zoover de wetgeving van elk land dat toelaat en in afwachting van de benoeming van een bewindvoerder en totdat deze laatste in staat zal zijn, zijn werkzaamheden te verrichten, bezit nemen van de persoonlijke eigendommen van den overledene, ten behoeve van zijn wettelijke erfgenamen en zijn schuldeischers.

Artikel XIV.

1. Met uitzondering van de vierde alinea van artikel I, zijn de bepalingen van dit verdrag betreffende de onderdanen, eveneens toepasselijk op vennootschappen, corporaties en andere wettig bestaande vereenigingen, binnen de grenzen harer rechtsbevoegdheid.

2. Die vennootschappen, corporaties en andere wettig bestaande vereenigingen zullen onder geen enkel voorwendsel gedwongen kunnen worden om andere of hoogere belastingen of rechten te betalen dan die welke betaald worden of zullen worden door vennootschappen, corporaties of andere wettig bestaande vereenigingen der meest begunstigde natie.

Artikel XV.

De bepalingen van dit verdrag zijn toepasselijk op het Nederlandsch grondgebied in Europa en eveneens, met uitzondering van de artikelen XII en XIII, op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Artikel XVI.

Elk geschil betreffende de uitlegging, de toepassing of de uitvoering van dit verdrag, dat niet tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen is kunnen worden opgelost, zal worden onderworpen aan het Permanente Hof van Internationale Justitie, dat bevoegd zal zijn op het geschilpunt te beslissen op verzoek van beide Partijen of van een Harer.

Artikel XVII.

Vanaf den dag der uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden van dit verdrag zal dit laatste in de plaats treden van het

verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart, geteekend te Bangkok op 17 December 1860, van de additioneele artikelen van het verdrag van 17 December 1860 betreffende den invoer en den verkoop van alcoholhoudende dranken in Siam, geteekend te 's-Gravenhage op 10 November 1883, van de regeling betreffende de immatriculatie van Nederlandsche onderdanen in Siam, geteekend te Bangkok op 1 Mei 1901, en van alle aanvullende regelingen en overeenkomsten die tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen gesloten zijn of bestaan, welke tractaten, verdragen, schikkingen en overeenkomsten vanaf dienzelfden dag zullen ophouden van kracht te zijn. Het is nochtans wel verstaan, dat de conventie betreffende de toelating van consulaire vertegenwoordigers van Siam in de voornaamste havens van het Nederlandsch grondgebied buiten Europa, geteekend 1 April 1867, door dit verdrag niet komt te vervallen, en van kracht zal blijven zoolang zij niet zal vervallen overeenkomstig de bepalingen van die conventie zelve.

Artikel XVIII.

1. Dit verdrag zal in werking treden op den dag der uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden. Het zal van kracht blijven gedurende een tijdvak van 10 jaar, te rekenen van dien dag.

2. Voor het geval twaalf maanden voor het verstrijken van dien termijn van 10 jaar, geen der Hooge Verdragsluitende Partijen aan de andere Partij haar voornemen zal hebben te kennen gegeven, het verdrag te doen ophouden, zal bedoeld verdrag nog van kracht blijven gedurende een jaar na den datum waarop een der Hooge Verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

3. Het is echter wel verstaan, dat zulk eene opzegging niet de herleving van een der tractaten, verdragen, schikkingen en overeenkomsten, bedoeld in het bovenstaande artikel XVII, ten gevolge zal hebben.

Artikel XIX.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd, en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig mogelijk, hetzij te 's-Gravenhage, hetzij te Bangkok, worden uitgewisseld.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag hebben geteekend en er hunne zegels aan hebben gehecht.

Gedaan in dubbel, in de Fransche taal, te 's-Gravenhage, op 8 Juni van het jaar negentienhonderd vijf en twintig van de Christelijke jaartelling, overeenkomende met den 8sten dag van de derde maand van het jaar twee duizend vierhonderd acht en zestig der Boeddistische jaartelling.

(*L. S.*) v. KARNEBEEK. (*L. S.*) DAMRAS DAMRONG.

PROTOCOL.

Het is wel verstaan, dat overal waar in het verdrag tusschen Nederland en Siam, geteekend te 's-Gravenhage op 8 Juni 1925 van de Christelijke jaartelling, overeenkomende met den 8sten dag van de derde maand van het jaar twee duizend vierhonderd acht en zestig der Boeddistische jaartelling, bepaald is dat een van de Hooge Verdragsluitende Partijen aan de andere dezelfde behandeling zal toekennen als aan eigen onderdanen of aan onderdanen van de meest begunstigde natie, de gunstigste van deze beide wijzen van behandeling zal worden toegekend.

Bovendien is wel verstaan, dat de rechten of voorrechten, door een der Hooge Verdragsluitende Partijen verleend aan een derde Mogendheid in verdragen betreffende het Internationaal Privaatrecht en met name in de Haagsche Verdragen die op dit onderwerp betrekking hebben, gerekend moeten worden tot de rechten en voorrechten, die voortvloeien uit plurilaterale verdragen van algemeen karakter, waarop wegens hun aard niet de bepalingen toepasselijk zijn, die voorschrijven de toekenning van behandeling op den voet van eigen onderdanen, of van onderdanen van de meest begunstigde natie.

Tenslote is wel verstaan, de de bepalingen van dit verdrag de wetten en verordeningen der Hooge Verdragsluitende Partijen die van kracht zijn of zullen zijn inzake immigratie, politie of openbare veiligheid, niet beïnvloeden, wijzigen of vervangen.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe naar behooren door hunne wederzijdsche Regeeringen gemachtigd, dit protocol hebben geteekend, dat beschouwd zal worden één geheel uit te maken met het bovengenoemde verdrag.

Gedaan in dubbel, in de Fransche taal, te 's-Gravenhage, op 8 Juni van het jaar negentienhonderd vijf en twintig van de Christelijke jaartelling, overeenkomende met den 8sten dag van de derde maand van het jaar twee duizend vierhonderd acht en zestig van de Boeddistische jaartelling.

(*L. S.*) v. KARNEBEEK. (*L. S.*) DAMRAS DAMRONG.

PROTOCOL BETREFFENDE DE RECHTSMACHT OVER NEDERLANDSCHE ONDERDANEN (EN BESCHERMELINGEN) IN HET KONINKRIJK SIAM.

Op het oogenblik waarop heden wordt overgegaan tot de onderteekening van het nieuwe tusschen Nederland en Siam gesloten verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart, zijn de gevolmachtigden van de beide Hooge Verdragsluitende Partijen omtrent het volgende overeengekomen.

Artikel I.

Het stelsel van rechtsmacht dat vroeger in Siam is ingevoerd ten aanzien van Nederlandsche onderdanen, evenals de voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, die de Nederlandsche onderdanen tegenwoordig in Siam genieten als deel van dat stelsel of daarmede verband houdend, zullen worden beschouwd als te zijn afgeschaft en vervallen vanaf den dag der uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden van bovenvermeld verdrag. Na dien dag zullen alle Nederlandsche onderdanen en beschermelingen, evenals de Nederlandsche vennootschappen, corporaties en andere vereenigingen in Siam, onderworpen zijn aan de rechtsmacht der Siameesche rechtbanken.

Artikel II.

1. Tot aan den datum waarop de Siameesche wetboeken (nl. het burgerlijk wetboek en het wetboek van koophandel, het wetboek van strafrecht, de wetboeken van rechts- en strafvordering, en de wet op de rechterlijke organisatie) alle zullen zijn uitgevaardigd en van kracht zullen zijn geworden, en gedurende een tijdvak van vijf jaren te rekenen vanaf dien datum, zullen de diplomatieke of consulaire ambtenaren van Nederland in Siam de bevoegdheid hebben om in iedere rechtszaak, die aanhangig is voor eenige Siameesche rechtbank (met uitzondering evenwel van het Hooggerechtshof of ,,San Dika''), en waarbij de verweerder of de beschuldigde een Nederlandsch onderdaan of beschermeling is, of een Nederlandsche vennoot-

schap, corporatie of andere vereeniging, tot evocatie der zaak over te gaan en zulks in elk stadium van het geding, als zij zulks nuttig achten in het belang van het Recht, door middel van een schriftelijk verzoek, dat gericht wordt tot de rechtbank, waarvoor de zaak aanhangig is.

2. Iedere rechtszaak, waarin op bovenstaande wijze tot evocatie is overgegaan, zal ter beslissing worden overgedragen aan de consulaire rechtbank of eenig ander bevoegd Nederlandsch orgaan, en de rechtsmacht van de Siameesche rechtbanken over deze zaak zal dan een einde nemen. De zaak zal berecht worden volgens de Nederlandsche wetgeving; evenwel zal de Siameesche wetgeving toepasselijk blijven in geval en voorzoover omtrent de zaak waarover het proces loopt (tenzij het een strafbaar feit geldt, dat onder de bepalingen van het Nederlandsch wetboek van strafrecht valt) rechtsregels bestaan in de bepalingen der Siameesche wetboeken, wetten of verordeningen, die op regelmatige wijze zijn afgekondigd, van kracht zijn geworden en behoorlijk ter kennis zijn gebracht van het Nederlandsche Gezantschap te Bangkok.

3. De rechtsmacht der Nederlandsche consulaire vertegenwoordigers in Siam blijft gehandhaafd voorzoover het betreft zaken, waarin op de bovengenoemde wijze tot evocatie is overgegaan, en voor de tenuitvoerlegging van elk vonnis in die zaken gewezen.

Artikel III.

1. Ingeval hooger beroep wordt aangeteekend door een Nederlandsch onderdaan of door een Nederlandsche vennootschap, corporatie of andere vereeniging, tegen een vonnis van een rechtbank in eersten aanleg, zal het hooger beroep behandeld worden voor het Hof van Beroep te Bangkok.

2. Beroep in cassatie zal openstaan tegen de arresten van het Hof van Beroep te Bangkok. Dat beroep kan worden ingesteld wegens onbevoegdheid, overschrijding van rechtsmacht, en in het algemeen wegens elke schending der wet. Het beroep in cassatie zal worden behandeld door het Siameesche Hooggerechtshof of het „San Dika".

3. Iedere Nederlandsche onderdaan of beschermeling, of iedere Nederlandsche vennootschap, corporatie of andere vereeniging, die als verweerder of beschuldigde optreedt in een proces in de provincie, zal altijd kunnen vragen dat de zaak onttrokken worde aan de rechtbank waarvoor hij of zij gedaagd

is. Wanneer dat verzoek door die rechtbank wordt toegestaan, zal de zaak behandeld worden, hetzij te Bangkok, hetzij ter plaatse, door de rechters zelf die de rechtbank vormen, welke te Bangkok bevoegd zou zijn geweest.

Artikel IV.

1. Ten einde de toepassing van dit protocol te vergemakkelijken zullen de volgende overgangsbepalingen in acht worden genomen:

a. Wanneer in een zaak de rechtsvordering nog niet aanhangig is gemaakt vóór den datum waarop de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden van bovenbedoeld verdrag plaats zal hebben, zal die zaak gebracht worden voor de Siameesche rechtbanken, zelfs indien de feiten, die aanleiding gaven tot den eisch, zich mochten hebben voorgedaan vóór dien datum.

b. Iedere zaak die op dien datum in behandeling is bij de Nederlandsche consulaire rechtbank in Siam, zal te harer uitsluitende bevoegdheid blijven, en zij zal er tot het einde van het geding en van de tenuitvoerlegging der gewezen vonnissen kennis van nemen. Voor deze groep van zaken wordt de rechtsmacht van de Nederlandsche consulaire ambtenaren in Siam gehandhaafd.

2. De Siameesche overheid zal hare medewerking verleenen ten opzichte van alle zaken die voor de Nederlandsche consulaire rechtbank gebracht zullen worden ingevolge het hierboven onder *b* bepaalde, of waarin de Nederlandsche diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers in Siam ingevolge art. II van dit protocol tot evocatie mochten overgaan. Deze medewerking zal verleend worden op verzoek dier vertegenwoordigers en zal betrekking hebben op alles wat die zaken betreft.

Artikel V.

Tot aan het tijdstip waarop de hierboven opgenoemde Siameesche wetboeken alle van kracht zullen zijn, zal de Siameesche Regeering voortgaan met aan het Gezantschap der Nederlanden te Bangkok mededeeling te doen van den tekst van alle nieuw uitgevaardigde wetten en verordeningen, en zij zal zich beijveren rekening te houden met de opmerkingen die dat Gezantschap haar binnen redelijken tijd naar aanleiding dier bepalingen zal voorleggen.

Artikel VI.

De bewoordingen ,,Nederland'' en ,,Nederlandsch'' hebben in

dit protocol zoowel op het Nederlandsch grondgebied in Europa als op Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao betrekking.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk door hunne wederzijdsche Regeeringen gemachtigd, dit protocol hebben geteekend en daaraan hunne zegels hebben gehecht.

Gedaan in dubbel in de Fransche taal, te 's Gravenhage, op 8 Juni van het jaar negentienhonderd vijf en twintig van de Christelijke jaartelling, overeenkomende met den 8sten dag van de derde maand van het jaar twee duizend vierhonderd acht en zestig der Boeddistische jaartelling.

(*L. S.*) v. KARNEBEEK. (*L. S.*) DAMRAS DAMRONG.

MINISTERIE
VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN
AFDEELING JURIDISCHE ZAKEN

's-Gravenhage, 8 Juni 1925.

Bij gelegenheid van de onderteekening op heden van het verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart tusschen Nederland en Siam, heb ik de eer te verklaren, dat Hr. Ms. Regeering dit verdrag aldus verstaat — en aan eene zoodanige opvatting hare goedkeuring hecht — dat geen der clausules, waarbij de behandeling van de meest begunstigde natie aan Nederland wordt toegekend, zal worden uitgelegd als zouden daardoor aan Nederland worden toegekend rechten, bevoegdheden, voorrechten of vrijdommen, die voortvloeien uit het bestaan van vrijstellingen in douane-, fiscale- of gerechtelijke zaken die andere Staten mochten bezitten, en die niet uitdrukkelijk worden toegekend door bovenbedoeld verdrag of de twee op denzelfden dag geteekende protocollen. Hr. Ms. Regeering constateert bovendien dat het wel verstaan is, dat, ten aanzien van het recht van evocatie, zooals dat vastgesteld is in het protocol betreffende de rechtsmacht ten aanzien van Nederlandsche onderdanen in het Koninkrijk Siam, Nederland recht heeft op dezelfde voordeelen of voorrechten, toegekend, of binnen tien jaren na het van kracht worden van bovenbedoeld verdrag toe te kennen aan derde Mogendheden, wier onderdanen niet in het genot zijn van de algemeene ontheffing van de Siameesche rechtsmacht.

Ik zou er prijs op stellen indien U mij wilde bevestigen dat de Koninklijke Regeering van Siam het met deze vaststelling eens is.

v. KARNEBEEK.

Den Heer Prins DAMRAS, *Zaakgelastigde van Siam.*

62

Koninklijk Gezantschap
van Siam

's-Gravenhage, 8 Juni 1925.

Ik heb de eer de goede ontvangst te berichten van het schrijven dat Uwe Excellentie heden wel tot mij heeft willen richten en waarbij Zij mij heeft verklaard dat Hr. Ms. Regeering het verdrag van vriendschap, handel en scheepvaart tusschen Nederland en Siam, dat heden geteekend is, aldus verstaat — en aan eene zoodanige opvatting hare goedkeuring hecht — dat geen der clausules, waarbij de behandeling van de meest begunstigde natie aan Nederland wordt toegekend, zal worden uitgelegd als zouden daardoor aan Nederland worden toegekend rechten, bevoegdheden, voorrechten of vrijdommen, die voortvloeien uit het bestaan van vrijstellingen in douane-, fiscale- of gerechtelijke zaken die andere Staten mochten bezitten, en die niet uitdrukkelijk worden toegekend door bovenbedoeld verdrag of de twee op denzelfden dag geteekende protocollen. De Koninklijke Regeering van Siam neemt goede nota van deze verklaring.

Uwe Excellentie heeft mij bovendien verklaard, dat de Regeering der Koningin constateert, dat het wel verstaan is, dat, ten aanzien van het recht van evocatie, zooals dat vastgesteld is in het protocol betreffende de rechtsmacht ten aanzien van Nederlandsche onderdanen in het Koninkrijk Siam, Nederland recht heeft op dezelfde voordeelen of voorrechten, toegekend, of binnen tien jaren na het van kracht worden van bovenbedoeld verdrag toe te kennen aan derde Mogendheden, wier onderdanen niet in het genot zijn van de algemeene ontheffing van de Siameesche rechtsmacht.

In opdracht van mijne Regeering heb ik de eer te verklaren, dat de Koninklijke Regeering van Siam het met deze vaststelling eens is.

Damras Damrong.

Zijner Excellentie
Jonkheer mr. H. A. van Karnebeek, *Minister van Buitenlandsche Zaken, 's-Gravenhage.*